



Our world is not for sale.

STOP corporate globalization.

APPEL À L'ACTION ! Stopper la résurgence de l'OMC !

Tout au long de ses 15 années d'existence, l'OMC a fixé les normes du commerce mondial en faveur du pouvoir et des profits des entreprises, au grand dam des travailleurs, des agriculteurs et de l'environnement, et mettant en péril la souveraineté des pays du monde entier. Le programme des négociations destinées à élargir l'OMC (qu'on appelle Cycle de Doha) était inapproprié quand il fut lancé en 2001, mais il l'est encore davantage aujourd'hui, au vu des répercussions des crises mondiales actuelles. La convergence des crises agricole, économique et financière a mis en pleine lumière que l'OMC ne favorise ni la stabilité économique, ni le développement, ni la réduction de la pauvreté, ni la durabilité :

- Depuis plusieurs années, la planète subit les effets dévastateurs de l'instabilité des marchés de matières premières ; les agriculteurs ont dû souffrir l'afflux de produits importés subventionnés, et les consommateurs la montée en flèche des prix pendant la crise alimentaire. Or, les normes de l'OMC ont limité la capacité des pays en développement de contrebalancer le déferlement d'importations et n'ont rien fait pour réguler les prix des produits. **Plutôt que d'une plus forte libéralisation de l'agriculture dirigée par l'OMC, nous avons besoin d'un système qui garantisse la sécurité alimentaire, le développement rural et un niveau de vie convenable pour les agriculteurs.**
- L'OMC n'a pas évité la crise économique mondiale qui a laissé sans travail des centaines de millions de personnes ; en fait, les normes de l'OMC ont empêché les gouvernements de défendre leurs pays contre la crise mondiale, comme dans le cas de la guerre des monnaies et de ses effets sur le commerce. La « solution » de l'OMC à la crise de l'emploi aurait consisté à réduire encore plus les tarifs douaniers ; or, dans beaucoup de pays ces tarifs étaient importants pour protéger l'emploi pendant la crise, mais aussi en tant que source de revenus pour relancer l'économie dans beaucoup de pays pauvres. **Pour faciliter la prospérité et réduire la pauvreté, il faut des mesures pour stimuler davantage la création d'emplois convenables dans le monde entier, plutôt que les politiques erronées de l'OMC.**
- La dérégulation et la libéralisation imposées par l'OMC dans le secteur des services financiers ont contribué aussi à préparer le terrain pour la débâcle financière. Or, la « solution » proposée par l'OMC consiste à libéraliser et à déréglementer encore plus ces services, favorisant ainsi la spéculation et la fluctuation des cours des monnaies. Cela est d'autant plus scandaleux que **même le G20 et la plupart des gouvernements ont reconnu l'importance d'accroître la surveillance du secteur financier par le secteur public.**
- Le modèle économique de l'OMC ne fait qu'aggraver la crise climatique mondiale, en favorisant le développement des exportations de produits

grands consommateurs d'énergie, l'affectation des sols à l'agriculture industrielle fortement polluante, et les solutions fondées sur le marché (comme l'échange d'émissions, ou les tarifs zéro sur les produits environnementaux), tout en préservant des mesures de protection stricte des droits de propriété intellectuelle qui empêchent le transfert de technologies. **Les vraies solutions de la crise climatique impliqueraient de rendre aux gouvernements le droit de réguler l'activité des entreprises et de restructurer nos économies dans le sens de la durabilité, plutôt que d'adopter les fausses solutions de l'OMC.**

- Les normes de l'OMC affaiblissent les droits des peuples à participer démocratiquement aux décisions qui touchent leur vie. Elles poussent à la privatisation de services du secteur public qui sont vitaux pour la santé et le développement durable, et elles diminuent le droit et la capacité des gouvernements de fournir, financer et superviser ces services, qui concernent la santé et les soins de santé, l'éducation, la distribution d'eau et l'assainissement, l'accès aux médicaments, le contrôle du tabac et les communications.

Inexplicablement, l'OMC a annoncé une fois de plus qu'elle entend mettre en œuvre ce printemps un programme accéléré de négociations, après que quelques gouvernements sont convenus, lors des réunions du G20 de novembre 2010, de faire pression pour conclure en 2011 les négociations du Cycle de Doha sur l'expansion de l'OMC. En fait, le Cycle de Doha est tombé à l'eau au moins trois fois depuis son ouverture en 2001 mais, à chaque fois, il a refait surface et les négociations techniques ont continué sans interruption à Genève. Les derniers textes, ceux de décembre 2008, reflètent surtout les intérêts des pays riches ; pourtant, ils ont été acceptés en tant que base de discussion par la majorité des pays. De nouveaux textes devraient être publiés en avril 2011 ; vu les antécédents de l'OMC, on peut s'attendre à ce qu'ils ne contiennent pas les réclamations pro-développement prononcées par une myriade de pays en développement en 2009 et aux réunions ministérielles précédentes.

Les syndicats et les organisations paysannes, écologistes et autres, dont beaucoup se sont rassemblées dans le réseau Notre monde n'est pas à vendre (OWINFS), s'efforcent ensemble d'atteindre trois objectifs communs :

1. **Dé légitimer l'OMC** et son système de commerce néolibéral en tant que solution des crises mondiales en cours, à savoir la crise financière, la crise économique, la crise alimentaire et la crise climatique.
2. **Empêcher l'aboutissement du Cycle de négociations de Doha** pour l'expansion de l'OMC, qui aurait des effets négatifs sur l'emploi, sur l'agriculture et sur les services.
3. **Défaire les engagements actuels de l'OMC** qui empêchent les gouvernements de mettre en place des politiques nationales pour faire face aux multiples crises.

OWINFS encourage les mouvements sociaux et les organisations de la société civile qu'inquiète l'impact de l'OMC sur les travailleurs, les agriculteurs, les femmes, l'environnement et notre avenir, à organiser immédiatement des actions pour faire pression sur les ministres du Commerce et autres fonctionnaires de leurs pays respectifs :

1. **Organiser des activités éducatives et médiatiques** pour sensibiliser le public aux effets que l'OMC et son expansion éventuelle auraient sur les agriculteurs, les travailleurs, l'environnement et d'autres secteurs du pays,

et aux rapports qui existent entre la libéralisation du commerce et la crise mondiale. Le site de Notre monde n'est pas à vendre permet d'accéder à une liste de ressources à cet effet (voir plus loin).

2. **Exiger** (avec d'autres organisations concernées) **la réalisation d'une réunion** avec le ministre responsable des négociations, pour manifester votre opposition au Cycle de Doha, et faire savoir au gouvernement que vous surveillez ses activités à Genève.
3. **Demander aux parlementaires et aux ministères concernés** (Agriculture, Travail, etc.) de faire pression sur le gouvernement national ; demander au Parlement d'exercer son droit et d'accomplir son devoir de présenter une politique industrielle et agricole durable et à long terme, susceptible de couper court à l'orientation néolibérale des négociateurs du commerce.
4. **Envoyer une lettre de portée nationale**, signée par une grande variété de mouvements sociaux et d'organisations de la société civile, au gouvernement du pays.
5. **Contactez les médias** et leur parler des effets négatifs de l'OMC sur l'économie, les travailleurs, les paysans, les consommateurs, les pêcheurs, les femmes, le climat, l'environnement et la santé publique. Vous pourriez présenter une lettre à la rédaction ou un article d'opinion. OWINFS met à votre disposition des thèmes de discussion et un mémo du conseil de rédaction que vous pouvez utiliser comme point de départ pour la rédaction d'un texte approprié aux médias de votre pays.

Le réseau mondial Notre monde n'est pas à vendre travaille à mobiliser des campagnes internationales et à soutenir des campagnes nationales dans le monde entier. Veuillez contacter Deborah James (djames@cepr.net) pour obtenir des informations supplémentaires, des matériels d'appui et des idées pour des actions. Pour davantage d'information sur l'OMC, veuillez visiter www.ourworldisnotforsale.org.

SOUSCRIT PAR :

Conseil des Canadiens, Canada

Fair, Italie

Foro Ciudadano de Participación por la Justicia y los Derechos Humanos (FOCO),
Argentine

IBON Foundation, Philippines

War on Want, Royaume-Uni

World Development Movement, Royaume-Uni

ATTAC-Québec, Canada

Corporate Europe Observatory (CEO), Belgium

The Development Fund, Norway

Asian Peasant Coalition

The Oakland Institute, US